Maitrise des dépenses publiques : l'Uniopss appelle a`un effort juste et soutenable !

Publié le 17 juillet 2025
De Uniopss

ASSOCIATION ET POUVOIR D'AGIR | SANTÉ | LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS | HANDICAP | GRAND ÂGE | GESTION - FINANCEMENT | ENFANCE - FAMILLE - JEUNESSE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

INFO NATIONALE



Le Premier ministre a annoncé l'objectif d'un effort conséquent de 43,8 Mds€ pour juguler la dette publique. Si l'Uniopss n'a pas à commenter la justification de cet objectif, les associations des solidarités et de la santé seront particulièrement attentives à ce que l'effort demandé soit réellement juste pour chacune et chacun, et soutenable pour les personnes les plus modestes.
L'Uniopss a pris connaissance avec inquiétude des orientations présentées le 15 juillet par François Bayrou dans le cadre du budget 2026. L'objectif global de maitrise des dépenses publiques aura, en effet, des conséquences importantes pour l'ensemble des politiques sociales du pays.
Pour qu'elles soient acceptables et acceptées par l'ensemble de la société française, il est impératif que les mesures à venir soient justes, équilibrées et tiennent compte des capacités contributives de chaque partie de la population.
Or, il semble que la majorité de celles-ci seront supportées, en pourcentage du niveau de vie, par les classes moyennes et par les plus modestes de nos concitoyens qui verront se cumuler sur leur situation un certain nombre des dispositions annoncées hier. Il ne faudrait pas que ces personnes, en particulier celles en situation de vulnérabilité, portent le plus durement le poids de cet effort.
Le gel des prestations sociales aura évidemment un effet sur celles et ceux qui en bénéficient, effet qui se conjuguera avec des prix de consommation courante, qui n'ont pas structurellement baissé après la phase d'inflation. De même, alors que la réforme du RSA et que les nouvelles pressions sur les allocataires sont peu évaluées, une nouvelle réforme de l'allocation chômage risque de précariser encore davantage toute une partie de la population.
Par ailleurs, les mesures annoncées pour maîtriser les dépenses en santé risquent d'accroitre les inégalités et d'entrainer un renoncement aux soins, engendrant alors des complications de santé à long terme.
De plus, le premier ministre a confirmé sa volonté de mettre en œuvre une Allocation sociale unique (ASU) avant la fin de l'année. Alors que ce projet est flou dans ses intentions depuis qu'il a été lancé, il n'a jamais été question que la future ASU soit un moyen budgétaire de maitrise des dépenses publiques. Au contraire, elle nous était présentée jusqu'à présent comme une allocation plus juste car tenant compte également des situations de chacun. L'Uniopss demande donc que soit mis en place le plus rapidement possible un cadre de travail où puissent être discutés les contours précis de cette future allocation.
L'Uniopss regrette, enfin, l'absence, dans le discours du Premier ministre, d'une vision des moyens structurels, afin de faire face à l'augmentation des besoins en termes de perte et de manque d'autonomie, connus de tous aujourd'hui. Cet angle mort risque

là aussi de peser sur toute une partie de la population s'il n'y a pas de modèle collectif robuste et financé pour y répondre.
Le 4 octobre prochain, notre pays célèbrera les 80 ans de la Sécurité sociale, dont la devise est : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». L'Uniopss appelle le gouvernement à ce que ces principes guident ses choix pour les projets de loi de finances pour 2026.
Contact presse
Valérie Mercadal
01 53 36 35 06
vmercadal@uniopss.asso.fr

Communiqué de presse du 16/07/2025

Numéro de fiche
113.59 Ko